

Département de l'Essonne

Principaux facteurs de notation

Résumé de la notation : la note à long terme « AA- » de l'Essonne résulte de son profil de crédit intrinsèque (PCI) évalué à « aa- ». Celui-ci reflète la combinaison d'un profil de risque « moyen-fort » (*High midrange*) et des ratios de soutenabilité de la dette évalués dans la partie inférieure de la catégorie « aa » selon notre scénario de notation. La note n'est pas plafonnée par celle de l'Etat français (AA/Négative) et aucun facteur de notation n'affecte la note finale.

Un profil de risque 'moyen-fort' : le profil de risque de l'Essonne est évalué à « moyen-fort », reflétant la combinaison de facteurs jugés « forts » et de facteurs jugés « moyens ». Le profil de risque « moyen-fort » reflète la faible probabilité que la capacité du département à couvrir son service de la dette avec son épargne de gestion s'affaiblisse de manière inattendue dans notre scénario de notation (2022-2026), en raison de recettes inférieures aux anticipations, ou en raison d'une augmentation imprévue des dépenses ou du service de la dette.

Des ratios de soutenabilité de la dette évalués en catégorie 'aa' : selon notre scénario de notation, la capacité de désendettement du département serait proche de 8x en 2026 (2021 : 4,1x), le ratio de couverture du service de la dette (calcul synthétique de Fitch) devrait rester inférieur à 2x à moyen terme, et le taux d'endettement proche de 85%.

D'autres facteurs de notations neutres pour la note : la note à long-terme du département n'est pas plafonnée par la note de l'Etat français et ne prend pas en compte de soutien extraordinaire de celui-ci.

Considérations ESG : les facteurs ESG (environnement, social et gouvernance) ont un effet très faible sur la qualité de crédit de l'Essonne, ce qui se reflète dans un score de '3'.

Facteurs de sensibilité des notes

Une amélioration des ratios d'endettement : une action positive sur les notes pourrait avoir lieu si la capacité de désendettement du département demeurait durablement inférieure à 7,5x dans notre scénario de notation, et si la note de l'Etat français n'était pas abaissée.

Un affaiblissement de la capacité de désendettement : la note du département pourrait être revue à la baisse si la capacité de désendettement dépassait durablement 9x dans notre scénario de notation.

Notes

Devises

IDR à long terme	AA-
IDR à court terme	F1+

Monnaie locale

IDR à long terme	AA-
IDR à court terme	F1+

Perspectives

IDR à long terme en devises	Stable
IDR à long terme en monnaie locale	Stable

Notes des émissions

Emissions à long terme	AA-
Emissions à court terme	F1+

Profil de l'émetteur

Le département de l'Essonne se situe dans la région de l'Ile-de-France (AA/Négative), proche de la ville de Paris (AA/Stable). Il compte 1,3 million d'habitants. Ses principales compétences sont l'action sociale, la gestion et l'entretien des collèges et l'entretien de la voirie.

Données financières

Essonne (Moi EUR)	2021	2026rc
Capacité de désendettement (x)	4,1	8,0
Couverture de la dette synthétique (x)	3,3	1,6
Taux d'endettement (%)	69,5	85,6
Dette nette ajustée	938	1 231
Epargne de gestion	230	154
Recettes de gestion	1 350	1 443
Service de la dette	101	140
Annuité de la dette synthétique ^a	70	98

Rc : scénario de notation de Fitch (rating case)
Source : Fitch Ratings, Essonne

Recherches associées et méthodologie de notation

[Méthodologie de notation des collectivités territoriales internationales \(février 2021\)](#)

[Départements français - Revue de portefeuille \(septembre 2021\)](#)

[Départements français - Cadre institutionnel et financier \(septembre 2022\)](#)

Analystes

Charlélie Lecanu
+34 93 323 8407
charlelie.lecanu@fitchratings.com

Ekaterina Kozlova
+33 1 44 29 92 74
ekaterina.kozlova@fitchratings.com

Résumé de la notation

Essonne – Vue générale des facteurs de notation applicables

KRF attribute	Key Risk Factors (KRF)						Risk Profile	Debt Sustainability (DS) Assessments				Stand alone Credit Profile (SCP)	From SCP to IDR																					
	Revenue		Expenditure		Liabilities & Liquidity			Primary metric	Secondary metrics		DS Score		Intergovernmental lending	Ad-hoc support	Asymmetric Risks	Sovereign Rating	Leeway Above Sovereign	IDR/CO Outlook																
	Robustness	Adjustability	Sustainability	Adjustability	Robustness	Flexibility		Payback	Coverage	Fiscal Debt Burden								AAA	AA+	AA	AA-	A+	A	A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC
Stronger	Higher Influence KRF				Higher Influence KRF	Lower Influence KRF	Stronger	aaa	aaa	aaa	aaa	aaa						aa+	aa	AA	AA+	AA	AA-	AA-	A+	A	A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+
Midrange		Lower Influence KRF	Higher Influence KRF	Lower Influence KRF			Midrange	aa	aa	aa	aa	a+	a	A+	A	A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC <td>CC</td> <td>C</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	CC	C						
Weaker							Weaker	a	a	a	a	a-	bbb+	bbb	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC <td>CC</td> <td>C</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	CC	C								
							Vulnerable	bbb	bbb	bbb	bbb	bb+	bbb	bbb	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC <td>CC</td> <td>C</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	CC	C								
								bb	bb	bb	bb	bb-	bbb	bbb	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC <td>CC</td> <td>C</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	CC	C								
								b	b	b	b	b	b	b	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+	B	B-	CCC <td>CC</td> <td>C</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	CC	C								

Profil de l'émetteur

Le département de l'Essonne se situe dans la région de l'Île-de-France (AA/Négative), proche de la ville de Paris (AA-/Stable). Il est classé par Fitch comme une collectivité territoriale (CT) de « type B », c'est-à-dire ayant l'obligation de couvrir chaque année le service de la dette avec ses propres recettes. A l'instar des autres départements français, ses principales compétences couvrent l'action sociale, l'entretien de la voirie et la gestion des collèges.

L'Essonne a une population de 1,3 million d'habitants, majoritairement jeune comparée à la moyenne nationale. Le taux de croissance démographique annuel était de 0,6% en moyenne entre 2013 et 2019, supérieur à la moyenne en France métropolitaine (0,4%).

Le département dispose d'une économie diversifiée. Il bénéficie du dynamisme de la région parisienne. Son territoire reflète une combinaison de zones dynamiques et d'autres plus pauvres. Le nord du département est caractérisé par des centres de recherche et des établissements universitaires renommés (« plateau de Saclay »), tandis que la partie sud est marquée par des secteurs agricoles et industriels importants.

L'Essonne présente de solides indicateurs socio-économiques. Le taux de chômage est structurellement inférieur à la moyenne nationale (6,3% au 1er trimestre 2022 contre 7,3%) et le taux de pauvreté était de 13,3% en 2019 contre 14,6% en France métropolitaine.

Indicateurs socio-économiques

	Essonne	France métropolitaine
Population, 2019 (millions)	1,3	67
Médiane du revenu disponible, 2019 (EUR)	24 010	21 930
Croissance annuelle de la population, 2013-2019 (%)	0,6	0,4
Taux de pauvreté, 2012 (%)	13,3	14,6
Taux de chômage, 1er trimestre 2022 (%)	6,3	7,3

Source : Fitch Ratings, INSEE

Un profil de risque 'moyen-fort'

Fitch évalue le profil de risque du département de l'Essonne à 'moyen fort' (*High Midrange*), ce qui reflète la combinaison suivante des facteurs de notation :

Essonne – Evaluation du profil de risque

Profil de risque	Robustesse des recettes	Flexibilité des recettes	Soutenabilité des dépenses	Flexibilité des dépenses	Robustesse de la dette et de la liquidité	Flexibilité de la dette et de la liquidité
Moyen-fort	Fort	Moyen	Moyen	Moyen	Fort	Fort

Source : Fitch Ratings

Le profil de risque de l'Essonne est évalué à « moyen-fort », reflétant la combinaison de facteurs jugés « forts » et de facteurs jugés « moyens ». Le profil de risque « moyen-fort » reflète la faible probabilité que la capacité du département à couvrir son service de la dette avec son épargne de gestion s'affaiblisse de manière inattendue dans notre scénario de notation (2022-2026), en raison de recettes inférieures aux anticipations, ou en raison d'une augmentation imprévue des dépenses ou du service de la dette

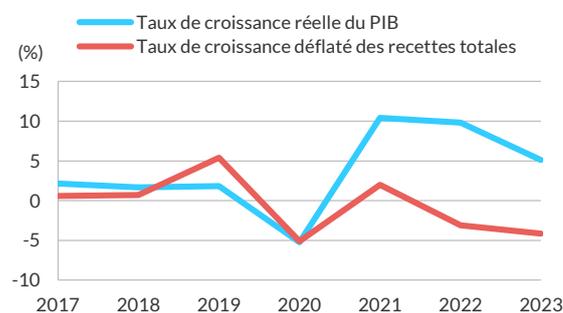
Robustesse des recettes : facteur évalué à 'fort'

En 2021, 33% des recettes de gestion de l'Essonne sont liées à la croissance du PIB, y compris la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Fitch considère que la TVA est une recette fiscale robuste, avec un faible risque de baisse durable des recettes. Le projet du gouvernement français de supprimer la CVAE pour les départements à partir de 2023 n'affectera pas cette évaluation puisqu'elle sera remplacée par une nouvelle fraction de TVA.

Les recettes de gestion du département sont également constituées de transferts stables de l'État (24%) et de recettes fiscales prévisibles (taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA, et taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, 18% au total). Le risque de contrepartie des transferts est faible car ces recettes proviennent de l'Etat français (AA/Négative).

Selon Fitch, les DMTO (21% des recettes de gestion en 2021) représentent la principale source de volatilité budgétaire car ils sont liés aux transactions immobilières. Nous prenons en compte la volatilité de cette recette fiscale dans nos hypothèses du scénario de notation.

Croissance des recettes totales et du PIB



Source : Fitch Ratings, Essonne

Répartition des recettes, 2021

	Recettes de gestion (%)	Recettes totales (%)
DMTO	21	-
TVA	27	-
TSCA	12	-
Transferts	24	-
Autres recettes de gestion	17	-
Recettes de gestion	100	96
Produits financiers	-	0
Recettes d'investissement	-	4
Recettes totales	-	100

Source : Fitch Ratings, Essonne

Flexibilité des recettes : facteur évalué à 'moyen'

Depuis 2021, l'Essonne (comme les autres départements français) a perdu presque l'intégralité de son pouvoir de taux et de sa flexibilité fiscale puisque la part de la taxe foncière de l'Essonne a été remplacée par une part de la TVA collectée au niveau national. Le département ne conserve un pouvoir de taux que sur des éléments marginaux, comme la taxe de séjour et la taxe d'aménagement qui représentent 2% des recettes de fonctionnement en 2021. Les recettes supplémentaires provenant d'une hausse de ces taxes seraient faibles par rapport à toute baisse raisonnable des recettes à laquelle nous pourrions nous attendre en cas de ralentissement économique.

Cependant, Fitch considère que les départements bénéficient de mécanismes de couverture partielle de coûts par l'Etat français : ils sont responsables de la mise en place de politiques publiques décidées au niveau national, principalement dans le domaine social, et reçoivent en général un soutien de l'Etat plus important quand ces dépenses augmentent. Fitch s'attend à ce que l'Etat continue de soutenir les départements s'ils doivent faire face à une hausse continue de leurs dépenses sociales. Selon Fitch, la suppression de leur pouvoir de taux rendra un soutien de l'Etat encore plus probable.

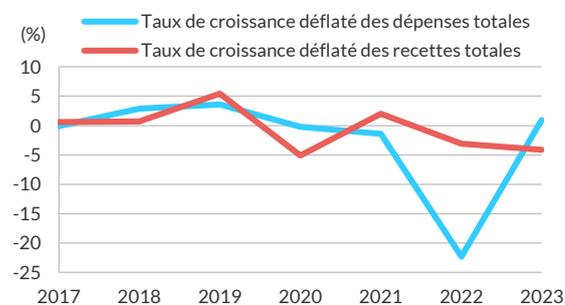
Les mécanismes de soutien de l'Etat n'ont pas été suffisants pour couvrir les hausses de dépenses et ne bénéficient pas de garanties constitutionnelles. Par conséquent, le facteur de notation ne peut être évalué à « fort ». En revanche, le soutien financier apporté dans le passé et la probabilité d'un soutien à l'avenir justifient, selon Fitch, une évaluation de ce facteur à « moyen » pour l'ensemble des départements français.

Soutenabilité des dépenses : facteur évalué à 'moyen'

Comme pour les autres départements, une partie importante des dépenses de l'Essonne est liée à des décisions prises au niveau national, ce qui limite la capacité du département à les maîtriser. Ces dépenses comprennent notamment le revenu de solidarité active (RSA, 17% des dépenses de gestion en 2021), qui tend à croître quand le taux de chômage augmente. Cette dépense a augmenté de 12% en 2020 pendant la récession économique. Cette dépense est cependant restée stable en 2021 et nous nous attendons également à une stabilité pour 2022 à mesure que l'économie récupère de la pandémie.

Les dépenses de gestion ont augmenté de 1,3% par an en moyenne seulement entre 2016 et 2021, contre 2,4% pour les recettes de gestion.

Croissance des recettes et dépenses totales



Source : Fitch Ratings, Essonne

Répartition des dépenses, 2021

	Dépenses de gestion (%)	Dépenses totales (%)
RSA	17	-
APA, PCH-ACTP	36	-
Charges de personnel	19	-
Charges à caractère général	7	-
Autres	21	-
Dépenses de gestion	100	80
Charges financières	-	1
Dépenses d'investissement	-	19
Dépenses totales	-	100

Source : Fitch Ratings, Essonne

Flexibilité des dépenses : facteur évalué à 'moyen'

La flexibilité des dépenses du département est modérée, car les dépenses de gestion du département sont principalement composées de transferts obligatoires. Les charges de personnel (19% des dépenses de gestion en 2021) sont également une source de rigidité budgétaire car les agents relèvent principalement du statut de la fonction publique.

Le département dispose d'une plus grande flexibilité sur ses dépenses d'investissement (19% des dépenses totales en 2021) qui peuvent être réduites ou reportées en cas de nécessité. Cette flexibilité est cependant limitée par les besoins d'investissement importants du département, notamment en raison de d'une croissance démographique soutenue. Les dépenses d'investissement de l'Essonne sont principalement allouées à la gestion des collèges et l'entretien de la voirie. Au total, nous estimons que la part des dépenses inflexibles se situe entre 70% et 90% des dépenses totales.

Fitch considère que le cadre applicable en France relatif aux dépenses des CT est « modéré ». Les CT françaises ont l'obligation de financer leurs dépenses de fonctionnement, y compris leurs charges financières, par des recettes de fonctionnement. Cette règle a été historiquement bien respectée. En revanche, les CT gardent la possibilité d'augmenter leur niveau d'endettement pour financer des dépenses d'investissement.

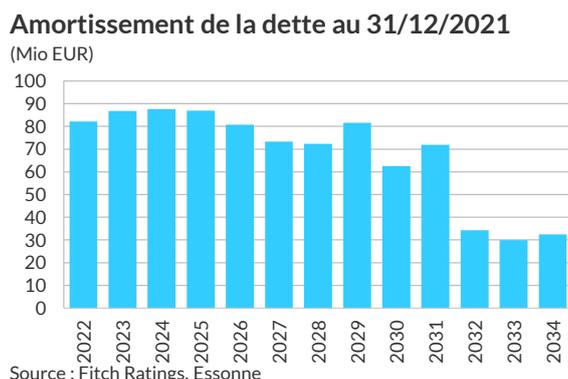
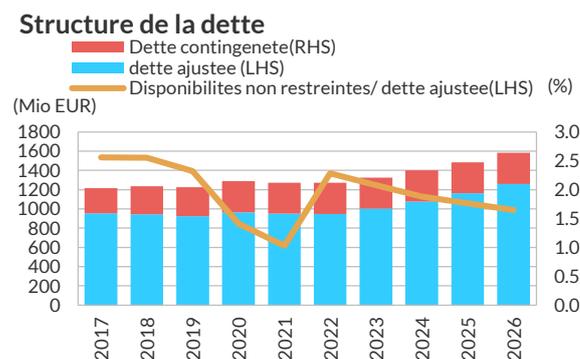
Nous considérons que le département dispose d'un niveau élevé de services et d'investissements et que sa capacité à les réduire relativement forte dans une perspective internationale.

Robustesse de la dette et liquidité : facteur évalué à 'fort'

A fin 2021, la dette de l'Essonne était peu risquée : 68% de l'encours était à taux fixe et 99% était classé en catégorie 1.A. selon la charte Gissler. Le service de la dette est structurellement bien couvert par l'épargne de gestion (2,3x en 2021).

Les engagements hors bilan du département (dette garantie et dette nette des satellites) sont limités en comparaison avec d'autres départements français. Ils représentaient 2,2x l'épargne de gestion en 2021, pour un montant total de 324 millions d'euros.

Environ 35% des garanties concernaient des entités du secteur du logement social, jugé peu risqué (notamment l'organisme Essonne Aménagement qui présente un niveau d'endettement satisfaisant pour le secteur à fin 2021) et 65% dans le secteur médico-social.



Flexibilité de la dette et liquidité : facteur évalué à 'fort'

Fitch estime qu'il existe un cadre solide pour les CT françaises permettant un financement d'urgence de la part de l'Etat français. La trésorerie des CT est déposée auprès du trésor et y est mutualisée avec celle de l'Etat. Dans ce cadre, l'Etat peut verser aux CT des avances de trésorerie, avec plusieurs mois d'avance sur les échéances prévues. Le risque de contrepartie de ce mécanisme est faible en raison de la note souveraine élevée.

Le département bénéficie d'un bon accès à la liquidité sous différentes formes. A fin 2021, il bénéficiait de 150 millions d'euros de lignes de trésorerie, contractés auprès de banques en catégorie « A ».

L'Essonne dispose également d'un programme de titres négociables de court terme (Neu CP) d'un plafond de 180 millions d'euros, entièrement couvert par ses lignes de trésorerie et contrats revolving (162 millions d'euros à fin 2021).

A l'instar des autres CT françaises, le département a accès à des prêteurs institutionnels, comme la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC ; AANégative), qui peut les soutenir en cas de difficultés d'accès aux banques commerciales.

Analyse de la dette

	2021
Dette à taux fixe (% de la dette directe)	68
Dette obligataire (% de la dette directe)	31
Coût apparent de la dette (%)	1
Durée de vie moyenne pondérée de la dette (années)	6.6

Source : Fitch Ratings, Essonne

Analyse de la liquidité

(millions d'euros)	2021
Disponibilités	89
Disponibilités restreintes	78
Disponibilités non restreintes	11
Lignes de crédit confirmées non tirées	150

Source : Fitch Ratings, Essonne

Un score de soutenabilité de la dette en catégorie 'aa'

Dans notre scénario de notation, la capacité de désendettement (dette nette ajustée/épargne de gestion) serait proche de 8x en 2026, le ratio de couverture synthétique du service de la dette (épargne de gestion/service de la dette ; calcul synthétique de Fitch) inférieur à 2x et le taux d'endettement (dette nette ajustée/recettes de gestion) proche de 85%.

Soutenabilité de la dette – type B

	Ratio principal	Ratios secondaires	
	Capacité de désendettement (x)	Couverture synthétique (x)	Taux d'endettement (%)
aaa	$X \leq 5$	$X \geq 4$	$X \leq 50$
aa	$5 < X \leq 9$	$2 \leq X < 4$	$50 < X \leq 100$
a	$9 < X \leq 13$	$1.5 \leq X < 2$	$100 < X \leq 150$
bbb	$13 < X \leq 18$	$1.2 \leq X < 1.5$	$150 < X \leq 200$
bb	$18 < X \leq 25$	$1 \leq X < 1.2$	$200 < X \leq 250$
b	$X > 25$	$X < 1$	$X > 250$

Source: Fitch Ratings

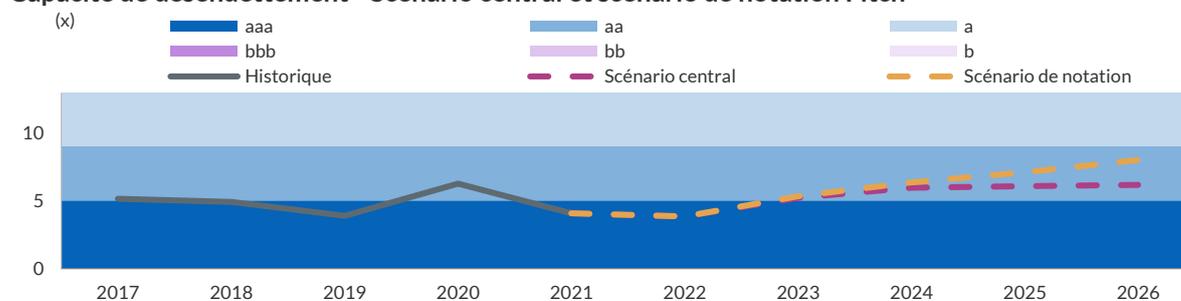
Dans notre scénario de notation, la capacité de désendettement (dette nette ajustée/épargne de gestion) serait proche de 8x en 2026, le ratio de couverture synthétique du service de la dette (épargne de gestion/service de la dette ; calcul synthétique de Fitch) inférieur à 2x et le taux d'endettement (dette nette ajustée/recettes de gestion) proche de 85%.

Nous prévoyons que l'épargne de gestion augmentera pour atteindre près de 240 millions d'euros en 2022, principalement en raison de l'augmentation du produit de la TVA (9,6% prévu). Dans notre scénario de notation, incluant l'hypothèse d'un retour des DMTO à leur niveau de 2019, nous nous attendons à ce que l'épargne de gestion diminue à environ 160 millions d'euros entre 2025 et 2026.

Son évolution dépendra de l'évolution du marché immobilier, du niveau des dépenses sociales et de l'impact de l'inflation sur le budget du département (en particulier sur les dépenses de personnel et d'énergie).

Nous nous attendons à ce que le niveau de dépenses d'investissement reste élevé au cours de notre scénario de notation. Le solde d'investissement du département devrait se situer autour de -220 millions d'euros par an en moyenne entre 2022 et 2026. Les investissements seront principalement dédiés à la création et à la rénovation des collèges et à l'entretien des routes, portés par la croissance démographique dynamique du département. Par conséquent, nous prévoyons que la dette nette ajustée atteindra 1,2 milliard d'euros en 2026 (contre 936 millions d'euros à fin 2021).

Capacité de désendettement - Scénario central et scénario de notation Fitch



Source : Fitch Ratings, Essonne

Le scénario de notation de Fitch se termine en 2026 et repose sur les hypothèses détaillées ci-dessous :

Hypothèses et scénarios de Fitch

Hypothèses	2017-2021	Moyenne 2022 - 2026	
		Scénario central	Scénario de notation
Croissance annuelle des recettes de gestion (%)	2,4	1,7	1,4
Croissance annuelle des recettes fiscales (%)	1,5	2,1	1,5
Croissance annuelle des transferts reçus (%)	5,2	0,3	0,3
Croissance annuelle des dépenses de gestion (%)	1,3	2,8	2,9
Solde d'investissement (moyenne annuelle ; Mio EUR)	-181	-221	-221
Coût apparent de la dette (%)	1,1	1,7	1,7

Résultats	2021	2025	
		Scénario central	Scénario de notation
Capacité de désendettement (x)	4,1	6,2	8,0
Couverture du service de la dette - Ratio synthétique (x)	3,3	2,0	1,6
Taux d'endettement (%)	69,5	78,9	85,6

Source : Fitch Ratings, Essonne

Analyse Comparative et positionnement du PCI

Tableau de positionnement du Profil de Crédit Intrinsèque (PCI)

Profil de risque	Score de soutenabilité de la dette					
Fort	aaa ou aa	a	bbb	bb	b	
Moyen fort	aaa	aa	a	bbb	bb	b
Moyen		aaa	aa	a	bbb	bb ou below
Moyen faible			aaa	aa	a	bbb ou below
Faible				aaa	aa	a ou below
Vulnérable					aaa	aa ou below
PCI suggéré	aaa	aa	a	bbb	bb	b

Source : Fitch Ratings

Le département de l'Essonne a le même profil de risque que les autres départements français, évalué à « moyen-fort ». Dans notre scénario de notation, sa capacité de désendettement est proche de celle du département des Bouches-du-Rhône (AA-/Stable). Elle est légèrement plus élevée que celle du Val d'Oise (AA/Negative), du Puy-de-Dôme (AA/Négative) et de La Manche (AA/Négative).

Entités comparables

	Profil de risque	Capacité de désend. (x)	PCI	IDR	Perspective
Essonne	Moyen-fort	8,0	aa-	AA-	Stable
Val-d'Oise	Moyen-fort	5,2	aa+	AA	Négative
Savoie	Moyen-fort	2,3	aaa	AA	Négative
Haute-Savoie	Moyen-fort	1,0	aaa	AA	Négative
Puy-de-Dôme	Moyen-fort	4,7	aa+	AA	Négative
La Manche	Moyen-fort	3,8	aa+	AA	Négative
Bouches-du-Rhône	Moyen-fort	8,8	aa-	AA-	Stable

Source : Fitch Ratings

Résumé de la note à long terme

Du PCI à la note finale : prise en compte de plafonds et de soutiens

PCI	Note souveraine	Soutien			Risques asymétriques	Plafond	Notes au-dessus du souverain	IDR
		Dette inter-gouvernementale	Soutien ad-hoc	Note Plancher				
aa-	AA	-	-	-	-	-	-	AA-

Source : Fitch Ratings

La note à long-terme « AA- » de l'Essonne résulte de son profil de crédit intrinsèque (PCI) évalué à « aa- ». Celui-ci reflète la combinaison d'un profil de risque « moyen-fort » et de ratios de soutenabilité de la dette évalués dans la partie inférieure de la catégorie « aa » selon notre scénario de notation. La note finale n'est pas plafonnée par la note de l'Etat français. Aucun autre facteur de notation n'a d'influence sur la note finale.

Note des émissions

Les programmes NeuCP (180 millions d'euros) du département, ainsi que ses émissions non subordonnés et non assortis de sûretés sont notés « AA-/F1+ ».

Considérations ESG

Le plus haut niveau de score ESG (Environnement, social et gouvernance) est 3. Cela signifie que les problématiques ESG sont neutres ou ont un effet mineur sur la qualité de crédit de l'entité, en raison de leur nature ou de la façon dont ils sont gérés par l'entité.

Pour plus d'informations sur nos scores ESG : www.fitchratings.com/esg.

Annexe A : Données financières

Essonne

(Mio EUR)	2017	2018	2019	2020	2021	2022rc	2026rc
Performance budgétaire							
Recettes fiscales	862	868	921	904	979	1 016	1 056
Transferts reçus	301	304	301	311	318	322	324
Autres recettes de gestion	55	57	63	56	53	62	64
Recettes de gestion	1 218	1 230	1 285	1 271	1 350	1 401	1 443
Dépenses de gestion	-1 038	-1 044	-1 054	-1 120	-1 119	-1 162	-1 289
Epargne de gestion	180	186	231	152	230	239	154
Produits financiers	8	6	6	5	6	0	0
Charges financières	-22	-19	-16	-13	-13	-8	-28
Epargne brute	166	173	221	144	224	231	126
Recettes d'investissement	28	45	79	61	55	63	66
Dépenses d'investissement	-164	-215	-273	-246	-274	-275	-290
Solde d'investissement	-137	-170	-193	-185	-219	-212	-224
Recettes totales	1 254	1 281	1 369	1 337	1 411	1 464	2 109
Dépenses totales	-1 224	-1 277	-1 342	-1 379	-1 406	-1 170	-1 317
Solde avant dette	30	4	27	-41	5	19	-98
Nouveaux emprunts	66	84	81	138	69	65	210
Remboursement d'emprunts	-89	-99	-107	-96	-88	-84	-112
Mouvements de dette nets	-23	-15	-26	43	-19	-19	98
Résultat global	7	-12	1	2	-14	0	0
Dettes et liquidités							
Dettes à court terme	0	0	0	0	0	0	0
Dettes à long terme	906	905	893	941	942	940	1 256
Dettes intergouvernementales	0	0	0	0	0	0	0
Dettes directes	906	905	893	941	942	940	1 256
Autres engagements retraités par Fitch	48	40	30	25	8	7	4
Dettes ajustées	954	944	923	965	950	947	1 260
Garanties émises	261	293	301	325	324	324	324
Dettes des GRE	0	0	0	0	0	0	0
Dettes ajustées agrégées	1 215	1 237	1 224	1 290	1 274	1 271	1 584
Trésorerie disponible	100	105	50	58	89	105	102
Trésorerie restreinte	68	73	21	40	78	78	78
Trésorerie non-restreinte	31	32	28	18	11	27	24
Dettes nettes ajustées	923	912	895	947	938	920	1 236
Dettes nettes agrégées	1 184	1 205	1 196	1 271	1 262	1 244	1 560

Rc : scénario de notation de Fitch (rating case)
Source : Fitch Ratings, Fitch Solutions, Essonne

Annexe B : Ratios financiers

Essonne

	2017	2018	2019	2020	2021	2022rc	2026rc
Ratios de performance budgétaire							
Epargne de gestion / Recettes de gestion (%)	14,8	15,2	18,0	11,9	17,1	17,1	10,7
Epargne brute / Recettes de fonctionnement (%)	13,6	14,0	17,1	11,3	16,5	16,5	8,7
Croissance annuelle des recettes de gestion (%)	1,7	1,0	4,5	-1,0	6,2	3,8	1,7
Croissance annuelle des dépenses de gestion (%)	-1,2	0,5	1,0	6,3	-0,0	3,8	2,3
Solde avant dette / recettes totales (%)	2,4	0,3	2,0	-3,1	0,4	20,1	37,6
Solde avant dette / PIB (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Croissance annuelle des recettes totales (%)	1,0	2,2	6,9	-2,3	5,5	3,8	41,8
Croissance annuelle des dépenses totales (%)	0,4	4,4	5,1	2,7	2,0	-16,8	2,7
Ratios de dette							
Ratios principaux							
Capacité de désendettement (x)	5,1	4,9	3,9	6,2	4,1	3,8	8,0
Capacité de désendettement améliorée (x)	5,1	4,9	3,9	6,2	4,1	3,8	8,0
Capacité de désendettement agrégée (x)	6,6	6,5	5,2	8,4	5,5	5,2	10,1
Capacité de désendettement ajustée améliorée (x)	6,6	6,5	5,2	8,4	5,5	5,2	10,1
Ratios secondaires							
Taux d'endettement (%)	75,7	74,2	69,6	74,5	69,5	65,7	85,6
Couverture du service de la dette (synthétique)	2,4	2,6	3,4	2,1	3,4	3,7	1,6
Couverture du service de la dette	1,6	1,6	1,9	1,4	2,3	2,6	1,1
Autres ratios de dette							
Ratio de couverture par la liquidité (méthodologie des notes à court terme) (x)	1,8	1,8	2,1	1,7	2,5	2,7	1,3
Dette à court terme / dette totale (%)	11,0	11,8	9,0	8,3	8,7	-	-
Croissance de la dette directe (%)	-1,9	-0,1	-1,3	5,4	0,1	-0,2	8,5
Coût apparent de la dette (%)	1,5	1,4	1,2	0,9	0,7	0,9	2,3
Ratios de recettes							
Recettes fiscales / recettes totales (%)	68,8	67,8	67,2	67,6	69,4	69,4	50,1
Transferts courants / recettes totales (%)	24,0	23,8	22,0	23,3	22,6	22,0	15,4
Produits financiers / recettes totales (%)	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0
Recettes d'investissement / recettes totales (%)	2,2	3,5	5,8	4,6	3,9	4,3	31,6
Ratios de dépenses							
Dépenses de personnel / dépenses totales (%)	16,5	16,2	15,6	15,6	15,4	-	-
Transferts / dépenses totales (%)	63,8	61,0	57,8	59,2	58,3	-	-
Charges financières / dépenses totales (%)	1,8	1,5	1,2	1,0	0,9	0,7	2,1
Dépenses d'investissement / dépenses totales (%)	13,4	16,9	20,3	17,8	19,5	19,0	18,0

Rc : scénario de notation de Fitch (rating case)
Source : Fitch Ratings, Fitch Solutions, Essonne

Annexe C : ajustement des données

Calcul de la dette nette ajustée

La dette ajustée du département comprend sa dette financière à long terme (942 millions d'euros à fin 2021) et l'avance de DMTO de la part du gouvernement (4 millions d'euros) ainsi que d'un bail emphytéotique (4 millions d'euros) compris dans les « autres engagements retraités par Fitch ». La dette nette ajustée d'euros inclut la dette ajustée de laquelle est soustraite la trésorerie disponible considérée par Fitch comme « non-restreinte » du département (12 millions d'euros).

La trésorerie du département s'élevait à 89 millions d'euros à fin 2021. Fitch considère que 78 millions d'euros étaient restreints, ce qui correspond à l'écart entre les créances et les dettes à court terme non financières du département.

Ajustements de données pour les départements français

Fitch consolide les comptes du SDIS avec le budget principal du département, car cette entité est majoritairement financée par des transferts du département (95 millions d'euros en 2021).

Ce rapport est une traduction en français du rapport de notation initialement publié en anglais intitulé « Department of Essonne » publié le 17 janvier 2023). Seul le document original en anglais fait foi.

The ratings above were solicited and assigned or maintained at the request of the rated entity/issuer or a related third party. Any exceptions follow below.

DISCLAIMER & DISCLOSURES

All Fitch Ratings (Fitch) credit ratings are subject to certain limitations and disclaimers. Please read these limitations and disclaimers by following this link: <https://www.fitchratings.com/understandingcreditratings>. In addition, the following <https://www.fitchratings.com/rating-definitions-document> details Fitch's rating definitions for each rating scale and rating categories, including definitions relating to default. Published ratings, criteria, and methodologies are available from this site at all times. Fitch's code of conduct, confidentiality, conflicts of interest, affiliate firewall, compliance, and other relevant policies and procedures are also available from the Code of Conduct section of this site. Directors and shareholders' relevant interests are available at <https://www.fitchratings.com/site/regulatory>. Fitch may have provided another permissible or ancillary service to the rated entity or its related third parties. Details of permissible or ancillary service(s) for which the lead analyst is based in an ESMA- or FCA-registered Fitch Ratings company (or branch of such a company) can be found on the entity summary page for this issuer on the Fitch Ratings website.

In issuing and maintaining its ratings and in making other reports (including forecast information), Fitch relies on factual information it receives from issuers and underwriters and from other sources Fitch believes to be credible. Fitch conducts a reasonable investigation of the factual information relied upon by it in accordance with its ratings methodology, and obtains reasonable verification of that information from independent sources, to the extent such sources are available for a given security or in a given jurisdiction. The manner of Fitch's factual investigation and the scope of the third-party verification it obtains will vary depending on the nature of the rated security and its issuer, the requirements and practices in the jurisdiction in which the rated security is offered and sold and/or the issuer is located, the availability and nature of relevant public information, access to the management of the issuer and its advisers, the availability of pre-existing third-party verifications such as audit reports, agreed-upon procedures letters, appraisals, actuarial reports, engineering reports, legal opinions and other reports provided by third parties, the availability of independent and competent third-party verification sources with respect to the particular security or in the particular jurisdiction of the issuer, and a variety of other factors. Users of Fitch's ratings and reports should understand that neither an enhanced factual investigation nor any third-party verification can ensure that all of the information Fitch relies on in connection with a rating or a report will be accurate and complete. Ultimately, the issuer and its advisers are responsible for the accuracy of the information they provide to Fitch and to the market in offering documents and other reports. In issuing its ratings and its reports, Fitch must rely on the work of experts, including independent auditors with respect to financial statements and attorneys with respect to legal and tax matters. Further, ratings and forecasts of financial and other information are inherently forward-looking and embody assumptions and predictions about future events that by their nature cannot be verified as facts. As a result, despite any verification of current facts, ratings and forecasts can be affected by future events or conditions that were not anticipated at the time a rating or forecast was issued or affirmed.

The information in this report is provided "as is" without any representation or warranty of any kind, and Fitch does not represent or warrant that the report or any of its contents will meet any of the requirements of a recipient of the report. A Fitch rating is an opinion as to the creditworthiness of a security. This opinion and reports made by Fitch are based on established criteria and methodologies that Fitch is continuously evaluating and updating. Therefore, ratings and reports are the collective work product of Fitch and no individual, or group of individuals, is solely responsible for a rating or a report. The rating does not address the risk of loss due to risks other than credit risk, unless such risk is specifically mentioned. Fitch is not engaged in the offer or sale of any security. All Fitch reports have shared authorship. Individuals identified in a Fitch report were involved in, but are not solely responsible for, the opinions stated therein. The individuals are named for contact purposes only. A report providing a Fitch rating is neither a prospectus nor a substitute for the information assembled, verified and presented to investors by the issuer and its agents in connection with the sale of the securities. Ratings may be changed or withdrawn at any time for any reason in the sole discretion of Fitch. Fitch does not provide investment advice of any sort. Ratings are not a recommendation to buy, sell, or hold any security. Ratings do not comment on the adequacy of market price, the suitability of any security for a particular investor, or the tax-exempt nature or taxability of payments made in respect to any security. Fitch receives fees from issuers, insurers, guarantors, other obligors, and underwriters for rating securities. Such fees generally vary from US\$ 1,000 to US\$ 750,000 (or the applicable currency equivalent) per issue. In certain cases, Fitch will rate all or a number of issues issued by a particular issuer, or insured or guaranteed by a particular insurer or guarantor, for a single annual fee. Such fees are expected to vary from US\$ 10,000 to US\$ 1,500,000 (or the applicable currency equivalent). The assignment, publication, or dissemination of a rating by Fitch shall not constitute a consent by Fitch to use its name as an expert in connection with any registration statement filed under the United States securities laws, the Financial Services and Markets Act of 2000 of the United Kingdom, or the securities laws of any particular jurisdiction. Due to the relative efficiency of electronic publishing and distribution, Fitch research may be available to electronic subscribers up to three days earlier than to print subscribers.

For Australia, New Zealand, Taiwan and South Korea only: Fitch Australia Pty Ltd holds an Australian financial services license (AFS license no. 337123) which authorizes it to provide credit ratings to wholesale clients only. Credit ratings information published by Fitch is not intended to be used by persons who are retail clients within the meaning of the Corporations Act 2001.

Fitch Ratings, Inc. is registered with the U.S. Securities and Exchange Commission as a Nationally Recognized Statistical Rating Organization (the "NRSRO"). While certain of the NRSRO's credit rating subsidiaries are listed on Item 3 of Form NRSRO and as such are authorized to issue credit ratings on behalf of the NRSRO (see <https://www.fitchratings.com/site/regulatory>), other credit rating subsidiaries are not listed on Form NRSRO (the "non-NRSROs") and therefore credit ratings issued by those subsidiaries are not issued on behalf of the NRSRO. However, non-NRSRO personnel may participate in determining credit ratings issued by or on behalf of the NRSRO.

Copyright © 2023 by Fitch Ratings, Inc., Fitch Ratings Ltd. and its subsidiaries. 33 Whitehall Street, NY, NY 10004. Telephone: 1-800-753-4824, (212) 908-0500. Fax: (212) 480-4435. Reproduction or retransmission in whole or in part is prohibited except by permission. All rights reserved.